



## **Déclaration du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique sur la situation au Mali**

Rappelant ses précédents communiqués et déclarations sur la crise politique et sécuritaire à laquelle le Mali fait face depuis le début de l'année 2012 et les difficultés politico-institutionnelles que le pays traverse depuis le coup d'Etat du 22 mars 2012 ;

Rappelant en outre la Déclaration de Sipopo adoptée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement ACP au cours de leur 7<sup>ème</sup> Sommet tenu à Malabo (Guinée équatoriale) les 13 et 14 décembre 2012, notamment en matière de paix, de sécurité, de stabilité et de bonne gouvernement dans les Etats et les régions ACP ;

Le Groupe ACP, qui continue de suivre attentivement l'évolution de la situation au Mali, réitère sa ferme condamnation des actes terroristes commis dans le Nord du pays par tous les groupes armés sans distinction, qui ont abouti à l'état de guerre dont le Mali est aujourd'hui le théâtre.

Le Groupe ACP appuie pleinement les efforts déployés par les forces armées maliennes pour combattre le terrorisme et le crime international organisé et rétablir l'unité nationale et l'intégrité territoriale du Mali.

Le Groupe ACP félicite l'Union africaine et la CEDEAO pour leur action décisive ayant abouti à l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations Unies de la Résolution 2085 (2012) autorisant le déploiement de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) et exhorte la communauté internationale à apporter toute l'assistance nécessaire en vue de son déploiement complet de cette mission.

Le Groupe ACP se félicite de la promptitude avec laquelle le gouvernement français a répondu à l'appel du Président intérimaire de la République du Mali en déclenchant, dans le cadre de la Résolution 2085 (2012), les opérations qui ont permis de contenir la progression des groupes terroristes et extrémistes. Le Groupe ACP salue la contribution apportée sur le terrain par le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée, le Ghana, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, le Tchad et le Togo. Il rend hommage à l'Union européenne et à tous les pays amis du Mali dont l'apport, exprimé en soutien financier ou logistique, sera décisif pour la reconquête des régions du Nord du Mali et le soulagement de la crise humanitaire provoquée par le conflit.

Le Groupe ACP lance un pressant appel à l'ensemble des forces vives de la nation malienne pour qu'elles renforcent leur cohésion face à l'objectif prioritaire du recouvrement de l'intégrité territoriale du Mali.

Le Groupe ACP reconnaît que le rétablissement de la souveraineté du Mali sur l'ensemble de son territoire est une condition nécessaire, mais pas suffisante au retour de la paix civile. Celle-ci requiert en outre l'instauration d'un dialogue politique national menant à la réconciliation nationale et au rétablissement de l'ordre constitutionnel.

A cet égard, le Groupe ACP se félicite de l'adoption, le 29 janvier 2013, par l'Assemblée nationale du Mali, de la Feuille de route pour la transition qui repose sur deux piliers : la restauration de la souveraineté de l'Etat sur l'intégralité du territoire et l'organisation d'élections crédibles.

Le Groupe ACP appelle à l'application diligente de la Feuille de route et encourage l'approfondissement du dialogue politique entre toutes les composantes de la société malienne en vue de fortifier la cohésion sociale, la prospérité économique et la souveraineté d'un Mali indivisible, démocratique et laïc.

Le Groupe ACP s'engage à accompagner le processus politique au Mali ; il exhorte en outre ses Etats membres à apporter individuellement tout l'appui possible, y compris diplomatique, pour répondre efficacement aux défis sécuritaires et politiques auxquels le Mali fait face.

Fait à Bruxelles, le 21 février 2013.

Le Président du Comité des  
Ambassadeurs ACP